

# BULLETIN D'INFORMATION

DE LA

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT.

## ITF

AMSTERDAM, le 1 décembre 1921.  
VONDELSTRAAT 61.

### S E S S I O N

du Conseil Général de la

Fédération Internationale des Ouvriers du Transport,

tenue à

A m s t e r d a m

du

lundi 3 octobre au mercredi 5 octobre 1921.

Sont présents:

Robert Williams (Angleterre), Ouvriers du transport;  
J. Döring (Allemagne), Ouvriers du transport;  
H. Jochade (Allemagne), Cheminots;  
M. Bidegaray (France);  
A. Forstner (Autriche, Hongrie, Suisse);  
Ch. Lindley (Pays Scandinaves);  
T. Gómez (Espagne);  
C. Mahlman (Belgique et Hollande);  
W. Brodečky (Tchéco-Slovaquie et Pologne).

Assistent en outre: les membres du Comité hollandais:  
P. Moltmaker et N. Nathans (Cheminots); J. Brautigam (Ouvriers du Transport) et le secrétaire de la I.T.F., Edo Fimmen.

De l'organisation italienne il n'est venu aucun représentant et J.H.Thomas, représentant des cheminots anglais, a communiqué qu'à cause d'une grève menaçante, il ne pouvait venir en Hollande.

Le représentant de la Fédération Néerlandaise des Ouvriers du Transport n'assistera avec son collègue Brandsteder qu'à la séance du lundi après-midi.

La présidence est assumée par le président de la I.T.F., Robert Williams (Grande-Bretagne).

O r d r e   d u   J o u r

pour la réunion du CONSEIL GENERAL DE LA I.T.F. ayant lieu  
les 3 octobre et jours suivants.

- I. Bienvenue aux nouveaux membres du Conseil Général.
- II. Rapport moral du secrétaire pour la période écoulée depuis la dernière session du Conseil Général (17 avril 1921).
  1. Nouvelles affiliations.
  2. Actions.
  3. Interventions spéciales.
  4. Publications et autres imprimés.
  5. Application, déjà entamée, des résolutions de Genève.
  6. Représentation de la I.T.F. à divers congrès.
  7. Rapport financier pour le dernier semestre de 1921.
- III. Questions qui restent à être résolues par le Conseil Général.
  1. Les efforts d'unité faits en Hollande.
  2. Intervention éventuelle auprès des Cheminots en France.
  3. Fondation à Moscou d'une soi-disant "Internationale rouge des Ouvriers du Transport".
  4. Relations avec l'Internationale des Gens de Mer (I.S.F.) et propagande parmi les marins.
  5. Création de bureaux secondaires pour les différents groupes professionnels englobés par la I.T.F. (Résolution 9 avec amendement adoptés à Genève 1921.)
  6. Conférence Internationale contre la guerre et le militarisme. (Invitation parvenue de la part de la F.S.I. à une Conférence commune avec les Internationales des Transports, des Mineurs et des Métallurgistes.)
  7. Emploi des Fl.10.000.- affectés à la propagande antimilitariste.
- IV. Divers.

Séance du lundi matin 3 octobre 1921.

=====

Discours d'ouverture du président.

Le Président souhaite dans son discours d'ouverture la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil Général: Goméz, Brodečky et Mahlman. Il parle ensuite de la situation existant par suite de l'application des traités de paix qui a amené dans beaucoup de pays un chômage si considérable parmi les ouvriers et, en particulier, parmi les ouvriers du transport que le moment est certainement venu d'exposer la conséquence néfaste de ces traités; l'orateur est d'avis qu'une résolution du Conseil Général doit être prise par laquelle on demande la revision fondamentale de ces traités de paix.

Pour ce qui concerne la I.T.F. l'orateur veut dire 2 choses: D'abord on a entendu parler de certaines tentatives, soutenues par Bouwman, représentant de la Fédération Néerlandaise des Ouvriers du Transport, pour en arriver à la création d'une Internationale du Transport dite Rouge qui, par conséquent, doit se tenir en dehors de ou plutôt contre la I.T.F. Il n'est pas besoin d'expliquer que la I.T.F. ne permettra pas cela.

Ensuite, nous avons eu à Stockholm une réunion de la I.S.F., l'organisation de Havelock Wilson. L'orateur veut seulement dire à ce sujet: C'est un mensonge infâme que celui qui a été répandu par le Bureau International du Travail dans sa publication: Informations Quotidiennes et qui se rapporte à une assertion qui aurait été exprimée à Stockholm: c'est qu'on prétend que c'est la faute à la I.T.F. que les négociations pour en arriver à l'accord ont été rompues. La I.T.F. donne plus de liberté aux organisations de marins qu'elles n'en possèdent dans la I.S.F. Les marins doivent se séparer de la I.S.F. et s'organiser avec les autres ouvriers du transport, s'ils ne veulent pas nuire à leurs propres intérêts.

Secours à la Russie.

Comme suite à une proposition du président, tendant à consacrer Fl.2.000.- de la caisse de la I.T.F. au fonds de secours à la Russie, créé par la Fédération Syndicale Internationale,

Döring fait observer que tandis que les ouvriers allemands tirent de leurs maigres salaires quelques millions de marks au profit des affamés de Russie, le gouvernement russe entretient un bureau à Berlin qui coûte des millions de marks et qui a pour tâche de démolir les syndicats allemands. L'orateur tient à mettre en lumière que le gouvernement russe qui fait appel à notre secours, lutte en même temps contre nos syndicats, c'est pourquoi il nous est impossible de faire montre de solidarité dans la mesure où nous le désirerions.

Le secrétaire Fimmen observe que le prolétariat doit faire son devoir sans tenir compte de ce que font les gouvernements et les partis communistes; il dit en outre que la presse capitaliste ment impudiquement pour justifier la décision de la Conférence de Bruxelles de la Société des Nations.

L'orateur communique ensuite que la Fédération Syndicale Internationale passera une convention avec le gouvernement russe en vue de la distribution de médicaments et d'aliments qu'elle offre à la Russie.

Lindley est d'avis que le Conseil Général n'est pas compétent pour voter ce montant et c'est pourquoi, comme il ne veut pas voter contre, il déclare qu'il s'abstiendra.

Le président estime désirable de mettre le gouvernement russe au courant des faits avancés par Döring et de protester contre les tentatives divisionnistes qui sont effectuées au sein des syndicats.

Sur la proposition du secrétaire la décision sera formulée dans une résolution.

#### La catastrophe dans la fabrique d'Aniline de Bade à Oppau.

Le président propose de charger le secrétaire de l'envoi d'un télégramme aux organes intéressés du mouvement ouvrier allemand, par lequel soient exprimées des condoléances aux familles atteintes par la catastrophe.

Approuvé.

#### L'Internationale, dite Rouge, du Transport.

Le président dit que Bouwman, le président de la Fédération Néerlandaise des Ouvriers du Transport, ne peut assister qu'à la séance de l'après-midi. L'intention est que celui-ci éclaire son attitude à l'occasion de la fondation d'une Fédération Internationale des Ouvriers du Transport en dehors de et contre la I.T.F.

L'orateur veut résumer brièvement son jugement sur la question russe. Il dit qu'une catastrophe du régime de la Russie bolchévique entraînerait aussi des conséquences néfastes pour les mouvements ouvriers des autres pays. De même que la Russie des Soviets a protégé les ouvriers européens contre la réaction par la peur qu'elle a inspirée à la bourgeoisie des autres pays, de même elle a été protégée par les travailleurs de l'occident, lorsque les capitalistes et impérialistes de l'Entente se proposaient de mener une lutte décisive contre la Russie. Alors le Conseil d'Action en Angleterre a réussi à retenir l'Angleterre, et ainsi les autres pays, d'entreprendre cette lutte décisive contre la Russie des Soviets. Si la Grande-Bretagne avait persisté à ce moment-là, la grève générale en Angleterre s'en serait suivie et ainsi qu'il ressort de déclarations ultérieures, le gouvernement a reculé à cause de cela. C'était un acte révolutionnaire du mouvement ouvrier britannique et le mouvement ouvrier français aurait certainement fait de même à cette occasion. Le mouvement britannique, s'il avait été divisé, n'aurait pas été en état d'exercer une telle pression.

L'action, menée depuis longtemps déjà et consistant à miner le mouvement ouvrier dans les pays de l'Ouest de l'Europe, ne peut avoir d'autre suite que l'affaiblissement du prolétariat national et international et doit aussi conduire à une conséquence catastrophale pour la Russie. Tout mouvement et en particulier le mouvement ouvrier compte dans ses rangs un certain nombre de pionniers d'avant-garde, un groupe d'"arrière-garde" et une grosse masse qui forme le centre. Ce ne sont pas les mots employés par les dirigeants qui déterminent le caractère révolutionnaire d'un mouvement, mais seulement les actes que le mouvement est prêt à accomplir lorsqu'on les lui demande.

Dans un article, où il donne le compte-rendu du voyage de ses représentants en Russie, l'organe de la Fédération Néerlandaise adresse des reproches à la I.T.F. sans fournir aucune preuve. Le Conseil Général doit délibérer, si dans ces conditions cette fédération peut être maintenue dans la I.T.F.

Le représentant de la Fédération Néerlandaise doit avoir l'occasion de justifier son attitude. L'orateur propose de poser à cette Fédération au nom du Conseil Général l'alternative suivante: ou elle se tiendra aux statuts et aux décisions de la I.T.F. ou elle sortira. Nous ne pouvons tolérer dans la I.T.F. aucune organisation, dont les représentants sont présents à nos réunions, donnent leur approbation, puis plus tard lancent des insinuations contre nous.

Fimmen se rallie aux mots du président et est d'avis qu'on doit donner à Bouwman l'occasion de se défendre.

Döring est d'avis qu'on ne peut prendre des mesures contre la Fédération que si celle-ci sanctionne l'attitude de son représentant. L'orateur comprend que Fimmen ne veuille plus collaborer avec quelqu'un qui fait montre de si peu de confiance.

Là-dessus la séance est close.

Séance du lundi après-midi 3 octobre 1921.

Bouwman et son collègue Brandsteder de la Fédération Néerlandaise des Ouvriers du Transport assistent à la séance.

Le président dit que lors de la reconstitution de la I.T.F., en avril 1919, on a assigné aux 2 organisations hollandaises du transport un siège au comité qui devait prendre provisoirement la direction de la I.T.F. L'orateur a espéré qu'une organisation qui accepte une telle chose, resterait loyale à l'égard de l'organisation internationale qu'elle contribue à diriger.

Nous apprenons maintenant que des représentants de la Fédération projettent d'ériger une nouvelle Internationale du Transport, laquelle d'après un article de l'organe de la Fédération néerlandaise serait la vraie organisation révolutionnaire des ouvriers du transport. Or, ce n'est pas la première fois que la Fédération néglige les intérêts de la I.T.F. et des ouvriers du transport.

En 1920, après la grande grève, les représentants de la I.T.F. tentèrent de rapprocher les deux organisations d'ouvriers du transport. Dès l'abord, les deux organisations promirent d'assister à une conférence où ce point serait discuté, mais lorsqu'à Pâques cette conférence, où les deux organisations avaient été invitées, devait prendre place, la Fédération refusa au dernier moment.

Nous demandons de nos membres - autant que Moscou le fait - la discipline et la loyauté. Nous ne voulons pas de manoeuvres qui se passent à notre insu. Nous rejetons l'action menée par ceux qui se dénomment les révolutionnaires par excellence et qui se proposent de démolir le mouvement syndical. En Angleterre ils n'auront aucun succès. De cela ces messieurs se sont aperçus; alors ils changent leur fusil d'épaule et essaient par le mouvement du "Surveillez vos leaders" de jeter la suspicion sur les chefs que se sont choisis les camarades syndiqués. L'orateur trouve cela un procédé répugnant.

Il donne ensuite communication de la décision de secourir la Russie et des discussions qui ont eu lieu à ce sujet. Il condamne le fait qu'on trouve encore des membres et des groupes qui sont prêts à recevoir des fonds de Russie pour soutenir leur action. Il a lui-même vu les diamants et l'or venant de Russie. Nous n'avons pas voulu accepter les 70.000 £ que la Russie voulait donner au Daily Herald et cela parce que nous ne voulons pas recevoir de fonds d'un pays comme la Russie qui en a lui-même besoin pour réédifier sa vie économique et défendre son peuple de la faim. Les organisations doivent elles-mêmes trouver les moyens de soutenir leur action.

Fimmen commente un article de Bouwman et Posthuma dans l'organe de la Fédération Néerlandaise. D'après cet article on a décidé la fondation d'une nouvelle Internationale du Transport, dans le comité duquel il paraît que Bouwman a pris place. Si telle chose se produit, alors d'après la conception hollandaise et aussi d'après celle d'autres pays une telle organisation ne peut rester dans la Fédération où elle était.

En outre cet article fourmille d'insinuations contre la I.T.F. L'orateur en relève sept et dérie Bouwman de prouver ses dires:

que la I.T.F. "en principe agit de plein accord avec la IIe Internationale";

que la I.T.F. "suit une route, menant à l'abandon de la lutte de classe";

que la I.T.F. rêve de l'unité "sans prêter l'attention nécessaire à la force révolutionnaire et à la lutte de classe inexorable que le prolétariat mondial doit mener";

que la I.T.F. "exclut les éléments les plus révolutionnaires";

que la I.T.F. "journallement fait cause commune avec les ennemis de la classe des travailleurs";

que "l'expérience a montré qu'il est impossible de faire sortir de la I.T.F. une internationale des ouvriers du transport vraiment révolutionnaire";

que la I.T.F. lutte contre le capitalisme international seulement avec des "mots révolutionnaires", mais pas avec des "actes".

Par contre, l'orateur fait remarquer

que jamais les représentants de la Fédération au comité de la I.T.F., en quelque occasion que ce soit, n'ont fait preuve, théoriquement ou pratiquement, d'un esprit plus révolutionnaire que les délégués des autres organisations représentées au comité;

que les mots et agissements des représentants de la Fédération en dehors du comité de la I.T.F. sont en opposition flagrante avec leurs déclarations et leur attitude au sein du comité;

que dans aucune des actions de solidarité internationale, dont la I.T.F. a pris l'initiative depuis sa reconstruction en avril 1919, la Fédération n'a fait preuve de la volonté, de la conscience, et de la force révolutionnaire nécessaire pour réaliser l'action aux Pays-Bas;

que la Fédération Néerlandaise des Ouvriers du Transport a failli à l'accomplissement de ses devoirs pendant le boycottage international contre la Hongrie;

que ce fut également le cas lors de l'action entreprise par la I.T.F. sur la prière de la F.S.I. dans le but d'arrêter les transports d'armes destinées aux Polonais dans leur lutte contre la Russie des Soviets;

qu'on peut en dire autant concernant l'empêchement des Transports de charbon des Pays-Bas en Grande-Bretagne durant la grève des mineurs britanniques;

qu'aussi dans les actions du pays même, quand un appel était fait à la solidarité des travailleurs, les membres de la Fédération Néerlandaise du Transport ne faisaient pas leur devoir. Il suffit de rappeler leur refus de prendre part à la grève pour fêter le 1er mai en 1919 et en 1920 et à la grève générale pour agir contre la loi anti-révolutionnaire.

Bouwman dit que l'article de Posthuma et de lui a été soutenu par son organisation et que chacun sait que la Fédération a travaillé dans le même esprit qui se manifeste dans l'article même. Après la guerre, encore plus qu'avant, il apparaît nécessaire que le mouvement syndical révolutionnaire international ait sa place dans le mouvement ouvrier.

L'orateur ne comprend pas le reproche du Président. Il est revenu de Moscou avec les mêmes idées que lui.

Nous avons pris part à une conférence qui a décidé de rassembler les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier et de convoquer un congrès international des ouvriers du transport, dans le délai de six mois. Nous avons fait cela chargés par notre comité et notre congrès. L'orateur présume que la Fédération prendra aussi part à la Conférence des Gens de Mer qui doit avoir lieu à Péetrograd et qui a pour but de combattre Havelock Wilson. Des expériences faites par nous et des décisions prises, il dépendra, si nous pourrons prendre part. La collaboration de Bouwman dans la commission provisoire ne signifie rien d'autre que la préparation d'un congrès. Il n'existe aucune diversité d'opinion sur ce point entre Bouwman et la I.T.F., car Bouwman a agi en accord avec les décisions du comité et du congrès. L'orateur a en plus amené son collègue Brandsteder à cette séance afin qu'il puisse contrôler ce qu'il dit.

L'orateur dit d'ailleurs que son article est inexactement cité et que les phrases sont arrachés du contexte. Il a toujours dit que dans la F.S.I. ainsi que dans la I.T.F. on peut trouver des éléments vraiment révolutionnaires; mais en général, le caractère de la F.S.I. est tel qu'elle s'éloigne de la lutte de classes. Or, les organisations qui forment la F.S.I. forment aussi la I.T.F. Il n'y a aucune ligne de démarcation.

Fimmen interrompt que la Fédération n'est pas affiliée à la F.S.I. mais bien à la I.T.F.

Bouwman proteste contre les interruptions et continue, disant qu'on peut dire le même des tentatives pour venir à l'unité. Il y en a qui sont vraiment sincères à l'égard de l'unité et pensent qu'une puissance plus grande pourra en résulter, mais les leaders ne l'entendent pas ainsi. Williams dit que nous avons fait trop peu pour arriver à l'unité; cependant, lorsque pendant la grève nous avons proposé de rédiger un manifeste commun, l'Union centrale a décliné cette offre.

L'orateur indique que la Fédération, parce qu'elle n'admettait pas l'affiliation à l'Internationale de Havelock Wilson, a perdu sa section de gens de mer. Cette section reviendrait volontiers, si la Fédération n'exigeait pas l'affiliation exclusive à la I.T.F., signifiant ainsi la rupture d'avec la I.S.F.

L'orateur veut remarquer ici qu'il a beaucoup de louange à exprimer sur la façon, dont les Anglais se sont comportés dans la grève de 1921.

Concernant la I.T.F. il dit que ce fut un acte de réaction que de ne pas admettre Murphy au Congrès de Genève comme représentant du mouvement ouvrier russe, sous prétexte qu'il était Anglais.

(Comme suite à une remarque faite que les délégués de la Fédération s'étaient prononcés eux-mêmes contre l'admission, Bouwman dit que cela est inexact. Les représentants de la Fédération ont été amenés à voter contre par des manoeuvres artificieuses.)

De tous côtés on manifeste un grand étonnement à ce sujet et on demande quelles ont été ces manoeuvres?)

Il rappelle en outre la résistance que l'on constata au congrès de Genève lorsqu'il s'agit de prendre la décision de consacrer Fl.10.000.- contre le militarisme.

Fimmen interrompt: Il s'agit de 2 délégués entre 80!



Concernant la situation hollandaise, la Fédération Néerlandaise est actuellement exclue du Conseil du Travail à cause de son attitude révolutionnaire. Et actuellement l'orateur peut communiquer qu'à l'instigation de la Fédération aujourd'hui le port d'Amsterdam chôme. L'orateur trouve injuste d'adresser des reproches à la Fédération, parce qu'elle ne fait pas plus. Si nous n'avons pas accompli d'actes révolutionnaires, c'est surtout parce que notre action a toujours été entravée par l'Union Centrale qui est soutenue par les employeurs.

Williams déclare parler au nom du Conseil Général quand il dit que l'unité doit être sauvegardée. Le but du congrès de Pétersbourg doit donc être d'abattre Havelock Wilson. Eh bien, l'orateur croit qu'on peut en toute confiance laisser cette besogne à la I.T.F. Mais il doit s'opposer à une chose: c'est un mensonge indigne d'affirmer qu'il est revenu de Moscou avec les mêmes idées que Bouwman. Au contraire: et à Moscou et au congrès du parti communiste en Angleterre il a dit: Placez avant tout l'unité du mouvement syndical. D'ailleurs l'orateur prétend pouvoir dire qu'il peut donner un bon conseil tout aussi bien que Lénin et Radek.

Bouwman a dit qu'il attendra ce qui sortira de la conférence; l'orateur répondra à cela par le proverbe anglais: "on ne peut pas manger son gâteau et l'avoir encore".

En ce qui concerne d'ailleurs ceux qui ont signé l'appel pour la conférence de Pétersbourg il faut dire que pour n'en citer qu'un seul, Barker n'a aucune influence ni en Angleterre ni dans l'Amérique du Sud.

Lorsqu'il ne fut plus possible de collaborer avec Havelock Wilson parce que ses idées et sa tactique étaient en désaccord avec les nôtres, nous avons dit: Nous ne pouvons plus collaborer. Retirez-vous de la Fédération Internationale du Transport ou nous vous exclurons. L'unité dans l'organisation doit être sauvegardée. Nous ne vous demandons pas de réponse pour le moment. Nous enverrons une lettre officielle à votre organisation pour lui permettre d'exposer son attitude. La I.T.F. ne recule ni devant la réaction de droite ni devant les attaques de gauche. Elle combattra toutes deux; l'organisation de Havelock Wilson aussi bien que la soi-disant Internationale Rouge du Transport, si elles essayent de briser l'unité du mouvement syndical. La Fédération cherche des échappatoires pour dire qu'elle n'a rien fait.

A la Conférence de Bruxelles, à la suite du conflit des mineurs, le représentant de la Fédération, Bouwman, pria le secrétaire de la I.T.F., Finmen, de déclarer en son nom qu'elle n'avait rien pu faire, parce qu'elle ne disposait pas de l'influence nécessaire. Eh bien, l'orateur se moque des vociférations des soit-disant communistes que la Fédération Britannique des Transports aurait trahi les mineurs en grève; c'était une question de pouvoir économique et l'orateur s'élève contre la façon traître, dont certains leaders d'organisations qui ne purent rien faire elles-mêmes, n'ayant pas l'ombre d'un pouvoir, accusent les autres de n'avoir pas fait leur devoir quand celles-ci n'ont pu disposer de la force économique nécessaire. L'orateur est prêt à défendre son attitude contre les membres de sa propre organisation aussi bien que dans la séance présente.

Ce n'est pas non plus une simple question d'argent. Même si la Russie envoyait un milliard de livres sterling en Angleterre, cela n'avancerait pas la révolution d'un jour.

Enfin, la Fédération ne peut aucunement prétexter qu'elle ne fait rien parce que les autres ne font rien. Cela ressemble à une caricature répandue pendant la guerre en Angleterre et qui portait l'inscription suivante: envoyez mon père, envoyez ma mère, envoyez ma soeur, envoyez mon frère, mais, de grâce, ne m'envoyez pas.

Fimmen constate que Bouwman n'a eu rien à dire contre la I.T.F. Le seul fait mentionné par lui a été l'attitude de la Fédération en face de l'Union Centrale. La seule possibilité d'améliorer les relations entre ces deux organisations - contrairement à la promesse qu'elle avait faite - a été détruite par la Fédération, parce qu'elle a refusé de prendre part à une conférence commune de l'Union Centrale avec la Fédération.

Bouwman n'a pas dit un seul mot des reproches que la I.T.F. lui a adressés concernant le boycottage de la Hongrie, l'arrêt du transport des armes vers la Pologne et les transports de charbon sur l'Angleterre. La Fédération qui trouve maintenant la I.T.F. réactionnaire, oublie le temps de 1920, lorsque, pendant la grève, le leader de la Fédération, Sneevliet, vint remercier le secrétaire de la I.T.F. de ce qu'il avait fait pour elle dans la grande grève. L'orateur ajoute que la communication de Bouwman sur la cessation du travail dans le port prouve seulement que les ouvriers du port semblent facilement être amenés à l'action si leur portemonnaie est en jeu, mais que lorsqu'il s'agit d'un but plus élevé, alors les ouvriers du transport hollandais, y compris les membres de la Fédération néerlandaise, ne peuvent être mis en mouvement.

A la suite d'une courte discussion de la question de savoir, si Bouwman peut participer plus longtemps à la session du Conseil Général

Bidegaray dit que Bouwman lui-même ne peut le vouloir. Il ne peut non plus convenir au Conseil Général qu'en qualité de membre du comité il assiste à nos sessions quelqu'un qui d'après les instructions de Moscou doit fonctionner comme espion à nos réunions.

Le Président ajoute que le désir du Conseil Général est que Bouwman ne participe pas plus longtemps à la séance en attendant que la question pendante avec la Fédération soit tirée au clair.

Là-dessus Bouwman et Brandsteder quittent la réunion.

Le Président met alors à l'ordre du jour le point 3 concernant l'Internationale Rouge des Ouvriers du Transport et est d'avis que la chose est en fait déjà réglée. La I.T.F. ne peut et ne doit tolérer aucune autre Internationale des ouvriers du transport.

Brautigam fait la déclaration suivante:

Bouwman a jugé nécessaire, pour renforcer son attitude, d'alléguer des faits que d'après lui l'Union Centrale des Ouvriers du Transport aurait commis.

Conformément à votre prière, camarade président, je n'ai pas voulu gaspiller notre temps à réfuter les accusations de Bouwman. Vous me permettrez cependant de déclarer que les soi-disant faits exposés par Bouwman ne sont pas en accord avec la vérité

Jochade dit qu'on trouve également en Allemagne des travailleurs qui adhèrent à l'idée de l'Internationale syndicale rouge. Pour autant qu'on les trouve dans les chemins de fer allemands, on les exclut, s'ils nuisent aux intérêts du syndicat.

Au cas où des sections se déclarent pour l'Internationale syndicale rouge, elles sont dissoutes et on donne aux membres l'occasion de se faire inscrire de nouveau.

Döring dit que l'épurement est exécuté également dans la Fédération des Ouvriers du transport allemands.

Là-dessus la séance est close.

Séance du mardi matin 4 octobre 1921.

Brodečky communique que l'influence communiste en Tchéco-Slovaquie est à son déclin. D'un mouvement communiste régulier ne peut plus être question d'une organisation. Il y a p.e. une organisation communiste de cheminots qui était passablement forte, dont il ne reste plus rien maintenant.

L'orateur dit en outre que la propagande doit être menée pour les décisions des congrès de la I.T.F. Lorsque dans une grande réunion qui se composait en grande partie de communistes, il communiqua les décisions du Congrès de Christiania concernant la guerre et le militarisme, cela fit une profonde impression.

Fimmen est d'avis qu'étant donné la probabilité de l'institution d'une Internationale soit disant rouge du transport, il faut déclarer dès maintenant que cette Internationale sera combattue par la I.T.F.

Mahlman dit qu'on ne peut établir de comparaison entre les communistes des divers pays.

En Belgique, Moscou a également introduit de l'argent pour diviser les organisations, mais sans succès.

L'orateur croit que le mieux serait un manifeste publié par la I.T.F. contre les essais de scission.

Döring dit que la tendance vers les divisions intestines s'affaiblit. Il est d'avis que le Comité doit s'opposer contre les tentatives de scission. L'attaque est faite: on prépare un congrès. Nous avons donc à nous prononcer.

Lindley est d'avis qu'on peut encore attendre vu qu'à vrai dire on ne sait rien de définitif. Concernant la Suède, Tonnel qui s'est, paraît-il, présenté à Moscou comme représentant des ouvriers des ports suédois, est inconnu à l'orateur. Il est certain qu'il ne représente aucun ouvrier des ports.

Le Président dit qu'un congrès est convoqué déjà. Nous devons clairement dire que les organisations qui se placent hors de la I.T.F., ne peuvent compter sur son aide. L'orateur ne croit pas qu'un mouvement ouvrier divisé puisse avoir du succès. Dans les pays à situation trouble et à mauvaise devise les tentatives de division peuvent avoir du succès par-ci par-là, mais dans les autres pays il n'y a rien à craindre.

On décide de faire face énergiquement contre toute tentative de diviser l'Internationale des ouvriers du transport.

Le Président dit que le point 1 (Essai d'amener l'unité chez les ouvriers hollandais du transport) peut être considéré comme liquidé par le refus de la Fédération et il aborde le point 2 de l'ordre du jour: Médiation pour les cheminots français.

Fimmen communique qu'il a demandé à Bidegaray un rapport sur la situation en France. Ce rapport a été reçu, mais son étendue notable a fait qu'à cause de la traduction il n'a pu être prêt à temps. Il paraîtra cependant dans le prochain numéro des "Documents". L'orateur demande à Bidegaray ce que la I.T.F. peut faire en la circonstance pour ramener l'unité chez les cheminots français et s'il croit que pareille intervention serait utile.

Bidegaray confirme qu'il a envoyé un rapport où l'histoire du développement de l'organisation des cheminots français et de la scission dans le mouvement français est esquissée. L'orateur n'entrera pas dans les détails. Il donne un résumé de l'état de l'organisation et des décisions du congrès syndical de la C.G.T. à Lille. Après cela, l'orateur fait un rapport du dernier congrès et des tentatives de la commission des conflits de la C.G.T. qui s'est prononcée entretemps et s'est ralliée au point de vue de la majorité. Une proposition de tenir un référendum parmi les membres a été repoussée par les extrémistes. L'orateur croit que dans ces conditions l'intervention de la I.T.F. n'aurait aucune chance de succès, car la minorité se moque aussi des décisions de la commission de la C.G.T.

Nous voulons actuellement, tenir un congrès où l'affiliation à la I.T.F. sera portée au premier plan.

Dans quelques mois il y aura plus de clarté dans la situation; on pourra alors envisager ce qu'il y a lieu de faire.

Le Président est d'avis que dans ces conditions il faut renoncer à faire un essai d'intervention de la part de la I.T.F.

Jochade demande une publication rapide de la brochure de Bidegaray, vu qu'on ne peut se fier aux rapports de la presse.

Fimmen dit que la brochure sera publiée le plus tôt possible.

Gomez veut avant la pause donner communication de la situation de l'organisation espagnole. En Espagne il règne une terreur affreuse. Les directions des chemins de fer mettent obstacle au travail des organisations et s'efforcent par des déplacements continuels des hommes de confiance à paralyser l'organisation. L'organisation a menacé de faire grève, si les patrons continuent à suivre cette tactique.

Sur la proposition du secrétaire Fimmen, on décide d'envoyer un télégramme de sympathie aux cheminots espagnols.

La séance est alors levée.

Séance du mardi après-midi, 4 octobre 1921.

Le Président place le point 4 à l'ordre du jour, se rapportant à la I.S.F. et à l'organisation des gens de mer.

Fimmen est d'avis qu'il n'y a aucune raison de ménager la I.S.F. Après les nouvelles mensongères qu'elle a répandues, d'après lesquelles la I.T.F. aurait rompu les négociations, il ne peut être question de garder une attitude amicale. Les marins ne sont pas contents du travail de la I.S.F. Voyez ce qu'elle a fait pour la Norvège. Tandis que la I.T.F. supportait de toutes ses forces, moralement aussi bien que matériellement, les gens de mer norvégiens dans leur lutte, la I.S.F. les a complètement abandonnés.

Lorsque les transports de charbon vers la Grande-Bretagne devaient être arrêtés, les membres de l'organisation anglaise non seulement transportèrent le charbon, mais encore le transbordèrent là où les ouvriers des ports s'y refusaient. La I.S.F. est perdue dès que les organisations non anglaises en sortent.

En Angleterre on se propose d'élargir l'organisation à nous affiliée des Stewards et Cuisiniers en une organisation générale des Gens de Mer, après qu'elle aura fusionné avec quelques autres organisations de marins. La I.T.F. doit soutenir cette entreprise.

Döring dit avoir lu un rapport sur la présence de Havelock Wilson à Copenhague. Qu'y a-t-il fait?

Lindley dit que Wilson y rédigea des contrats pour une réduction de salaires.

Le Président dit qu'après la séparation de la National Sailors' and Firemen's Union, la N.T.W.F. a décidé la création d'une organisation de marins. Elle ne peut admettre que les marins restent en dehors de ses rangs. La N.S.F.U. a nationalement et internationalement manqué à son devoir. La I.S.F. a laissé ses organisations affiliées en plan lorsqu'elles étaient en lutte. Les leaders de ces organisations prêchent la réduction de salaires pour les marins. La N.S.F.U. a abandonné la journée de huit heures et a attaqué dans le dos l'Union des Stewards et Cuisiniers, lorsqu'elle s'est opposée à cela.

Alors que les autres organisations n'ont pas accepté plus de 12½ % de diminution de salaires, la N.S.F.U. a accepté 16<sup>2</sup>/<sub>3</sub> %.

Internationalement la I.T.F. peut nous aider en invitant les organisations de marins à bien recevoir nos membres dans les ports de leur pays et à les assister.

Notre organisation sera composée d'une façon démocratique.

L'orateur donne d'autres informations sur l'état de l'organisation, d'où il ressort que sa force croît.

Lindley donne lecture d'interviews donnés à Stockholm à des journalistes par Havelock Wilson et Damn. Il en ressort que les leaders de la I.S.F. abandonnent aux armateurs le soin des intérêts des marins. En ce qui concerne l'influence de Havelock Wilson au moment présent, l'orateur est d'avis qu'en est fait de la I.S.F. Nous avons donné à la I.S.F. l'occasion de former dans la I.T.F. un groupe pour les marins. Ses dirigeants ne veulent pas l'accepter, nous devons donc sans plus conseiller aux marins de quitter la I.S.F.



Mahlman rappelle l'attaque que Rivelli, de l'organisation française des Marins, a faite sur Havelock Wilson à la suite de l'abandon par ce dernier de la journée de huit heures et de l'échec de la I.S.F. à la conférence de Gênes.

L'orateur espère que la France viendra rapidement à la I.T.F. ce qui aurait pour conséquence la faillite de la I.S.F. L'orateur espère en même temps que Cotter réussira à atteindre son but. Dans les ports où Wilson a ses agents, la nouvelle organisation doit aussi s'efforcer de trouver des représentants.

L'orateur est d'avis que le moment est maintenant venu de procéder à la nomination d'un secrétaire particulier pour les questions relatives aux gens de mer. Il rappelle qu'à Genève on préconisa la nomination de secrétaires auxiliaires pour les chemins, marins et ouvriers des transports. On décida alors de soumettre cette question pour préavis au Conseil Général.

Forstner est d'avis que le temps est venu d'entreprendre une attaque énergique contre la I.S.F. C'est pourquoi l'organisation nouvellement fondée en Angleterre doit être soutenue de toute notre force.

Gomez estime qu'il est désirable de nommer des sous-secrétaires pour les divers corps de métier, mais qui cependant doivent être responsables de leurs actes au secrétaire général.

Fimmen propose d'adresser aux gens de mer un manifeste, par lequel les actions de la I.S.F. et de la I.T.F. soient mises en parallèle. L'orateur estime en outre que la nomination de secrétaires de groupes doit être faite par le congrès; c'est pourquoi il est d'avis que le point 5 soit remis à la réunion suivante.

Après quelque discussion encore sur la constitution de sous-bureaux,

le Président résume: On passera à la publication d'un manifeste aux marins et la question des sous-bureaux sera reprise plus tard.

#### La Conférence contre la Guerre, convoquée par la F.S.I.

pour le 15 et 16 novembre 1921.

Fimmen fait lecture d'une invitation de la F.S.I. à assister à une conférence contre la guerre et le militarisme. Il fait savoir qu'en outre de la I.T.F. les secrétariats internationaux des Métallurgistes et des Mineurs sont invités également. Il indique que les conceptions ~~changées~~ du mouvement ouvrier international ont changé à cet égard.

La F.S.I. a défini son attitude contre la guerre au congrès de Londres. La I.T.F. a d'abord pris à Christiania des décisions contre la guerre et les a confirmées à Genève. Les Internationales des Métallurgistes et des Mineurs se sont aussi prononcées dans le même esprit.

Il sera désirable de constituer un Bureau permanent pour diriger l'action contre le militarisme et la guerre.

Après quelques remarques sur le caractère trompeur de la soi-disant Conférence du Désarmement de Washington l'orateur propose de participer à la conférence de la F.S.I.

Les Fl. 10.000 votés à Genève pourraient être versés à un fonds commun.

Lindley: Que pouvons-nous déclarer à la conférence? Que nous demanderons à nos membres de faire ce que nous décidons. Nous avons eu avant la guerre un congrès ~~extraordinaire~~ à Copenhague, où il y avait la documentation à notre disposition, c.à.d. les résultats d'une enquête sur la possibilité de cesser le travail dans les diverses branches de l'industrie.

L'orateur est d'avis qu'une documentation doit être rassemblée sur la possibilité de la cessation du travail en cas de guerre.

Broděčky juge qu'il est désirable de poursuivre une agitation énergique et systématique. Les décisions de nos congrès doivent avoir la plus grande publicité. Les membres doivent être éduqués dans le sens que nous voulons.

Le Président demande, si tous sont d'accord en principe pour l'envoi de délégués à la conférence de la F.S.I. Tous sont pour.

Fimmen est d'avis qu'il n'est pas nécessaire d'envoyer plus de 3 délégués.

Bidegaray propose qu'on envoie un délégué de chacune des trois grandes nations belligérantes et puis le secrétaire international. Cela est adopté.

Sont nommés:

Robert Williams;  
M. Bidegaray;

J. Döring;  
E. Fimmen.

Le Président donne alors lecture des deux résolutions rédigées par lui et le secrétaire.

1. Résolution concernant le secours à la Russie.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité sauf 1 voix (Lindley qui s'abstient).

2. Résolution concernant la situation économique.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix.

Là-dessus la séance est levée.



Résolution I.

Le Conseil général de la I.T.F. accorde 2000 florins au fonds créé par la Fédération Syndicale Internationale et charge son secrétaire Edo Fimmen, également secrétaire de la F.S.I., de faire des démarches auprès des autorités russes qualifiées afin d'attirer l'attention sur le fait que de fortes sommes proviennent de Russie pour être dépensées en propagande contre le Mouvement Ouvrier Organisé. Le Conseil considère que les ressources financières et économiques de la Russie seraient mieux employées à fournir toute l'assistance possible aux hommes, femmes et enfants de la région frappée par la famine qu'à poursuivre une tactique de désunion, nous empêchant de déployer envers la Russie des Soviets ce degré de solidarité qui ne peut venir que d'un mouvement unifié de la classe ouvrière.

Résolution II.

Le Conseil Général de la Fédération Internationale des Ouvriers du Transport constate avec angoisse le déclin continu de l'activité commerciale apportant toujours plus de chômage chez les travailleurs usuellement employés dans les diverses branches du transport.

Le Conseil est convaincu que l'incertitude des taux de change entre les divers pays paralyse lentement mais sûrement l'échange de marchandises et de services qui a été d'une importance si considérable avant la guerre.

Le Conseil attire l'attention des travailleurs des pays de l'Entente et des pays neutres sur les résultats effrayants et certains de l'avilissement du niveau de vie imposé aux travailleurs de l'Europe centrale par les monstrueux effets des traités de paix. Dans la compétition sur ce qui reste du marché mondial la servitude économique des peuples de l'Europe centrale doit inévitablement obliger les travailleurs des autres pays à accepter une réduction de salaires tant réelle que nominale.

Par conséquent, les travailleurs organisés de tous les pays et particulièrement ceux des pays de l'Entente devront faire tous leurs efforts pour obtenir une révision draconienne des traités de paix qui se sont prouvés insensés au point de vue économique et plus que condamnables au point de vue moral.

Séance du mercredi matin 5 octobre 1921.

Président: J. Döring.

Le Président met à l'ordre du jour la discussion du rapport du secrétaire.

Jochade demande des renseignements concernant les organisations affiliées en Italie. Il croit que l'organisation des dockers est une organisation locale.

Fimmen dit que tel n'est pas le cas. Le siège de la Fédération est fixé à Spezia. L'organisation de Gênes est locale. L'orateur annonce encore qu'on doit s'attendre sous peu à l'affiliation des ouvriers des tramways de Belgique.

Lindley: Le rapport indique que dans quelques pays les dockers ne sont pas syndiqués du tout ou <sup>même</sup> membres de syndicats contrôlés par les patrons. Quelle est la situation à cet égard?

Fimmen dit que ce passage se rapporte à la Hollande. Les organisations hollandaises ont écrit n'avoir aucune influence sur les ouvriers des docks qui manipulent le charbon. Ceux-ci ne sont organisés dans aucune de nos organisations, mais membres d'unions de personnel. Si celles-ci n'ont pas été fondées par les patrons, elles sont cependant subventionnées par eux.

La grève des marins norvégiens.

Lindley aurait aimé voir un rapport sur la grève norvégienne. Cela devrait être demandé à l'organisation en question et inséré dans les Documents.

Döring dit que les ouvriers des ports allemands ont arrêté les navires norvégiens. On a cependant été frappé du fait que les capitaines de divers navires ont présenté des attestations suivant lesquelles les salaires de base étaient payés sur leur bateau. Cela fut aussi confirmé par les équipages. L'orateur juge qu'il aurait été bon qu'on indique les navires sur lesquels on était libre de travailler.

Fimmen est d'accord avec cela. Mais ce n'est pas à la I.T.F. qu'il faut faire des reproches. Elle a, à maintes reprises, par lettre et par fil demandé des renseignements. Mais il semble que la grève occasionna tant de travail que l'organisation norvégienne dut se borner à l'envoi des rapports les plus importants sur la situation.

Ce que Lindley demande, n'a pu être fait faute de temps. Nous avons bien reçu une grande quantité de documents, mais tous en langue norvégienne ce qui rend une étude spéciale nécessaire.

Grève des Marins Suédois.

Lindley dit que les marins suédois ont manqué de donner aux ouvriers du transport suédois des renseignements sur leur grève. Il est d'avis en outre que les organisations non-affiliées ne doivent recevoir aucun appui.

Documentation.

Lindley demande une publication plus rapide des procès verbaux des congrès. Celui du congrès de Genève n'a pas encore paru.

Fimmen fait observer que la rédaction d'un procès verbal détaillé en quatre langues est un travail considérable. Pour le congrès de Genève il faut y ajouter encore les rapports des groupes professionnels.

Situation financière de la I.T.F.

En réponse aux questions le secrétaire

Fimmen communique que la situation financière de la I.T.F. n'est pas mauvaise. Les recettes pour 1921 se monteront environ à Fl.80.000 avec lesquelles ont peu couvrir les dépenses et constituer la réserve nécessaire.

Réunion suivante du Conseil Général.

Lindley propose de tenir la prochaine réunion du Conseil Général à Stockholm à l'occasion du 25e anniversaire de l'organisation suédoise.

Jochade estime qu'en règle il faut s'en tenir à Amsterdam, cependant pour cette fois une exception pourrait être faite.

On décide de tenir la réunion suivante, à titre d'exception, à Stockholm le premier lundi d'avril 1922, mais en général les réunions auront lieu à Amsterdam.

Prochain Congrès.

On décide de tenir le prochain congrès à Vienne le premier lundi d'octobre 1922.

Là-dessus la réunion est close.

x                    x  
                          x